



## La coopération régionale des Outre-mer

Le rapport « Pour un renforcement de la coopération régionale des Outre-mer », commandé par le bureau du Conseil économique et social (CESE) à la délégation à l'outre-mer pour dresser un état des lieux des coopérations régionales mises en œuvre par les territoires ultramarins, a été présenté en séance plénière du CESE du 9 mai 2012.

Ce rapport émet un certain nombre de propositions qui s'articulent autour de quatre axes :

- assurer les fondamentaux préalables à la coopération régionale des Outre-mer ;
- refonder la gouvernance de la coopération régionale ;
- cibler en priorité les projets répondant aux intérêts réciproques ;
- fonder une nouvelle politique européenne de grand voisinage basée sur le développement humain.

Le rapport présenté par Rémy-Louis Budoc est disponible sur :

[http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2012/2012\\_09\\_cooperation\\_om.pdf](http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2012/2012_09_cooperation_om.pdf)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Actualité européenne

#### 1 – BCE

Lors de sa réunion du 6 juin 2012, le Conseil des Gouverneurs de la BCE a décidé de laisser son taux directeur inchangé (à 1%). Il a par ailleurs décidé de continuer à conduire ses opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, « aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'au 15 janvier 2013 ». M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « la croissance économique reste faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat, entraînant une accentuation des risques à la baisse sur les perspectives économiques ».

#### 2 – Réforme des fonds propres réglementaires bancaires

Le 15 mai 2012, les ministres européens des finances sont parvenus à un accord sur la réforme des fonds propres réglementaires bancaires sur la base du compromis qu'ils avaient trouvé lors de l'Ecofin extraordinaire du 2 mai 2012. Cet accord permettra le démarrage des négociations de la Présidence avec le Parlement européen sur ce dossier. Les nouveaux textes portent sur la proposition de directive (CRD 4) régissant l'accès à l'activité d'établissement de crédit ainsi que le règlement définissant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement. Ils visent à remplacer et modifier la législation européenne actuellement en vigueur en introduisant les termes de l'accord de Bâle 3.

#### 3 – Banques et gouvernance

Lors de la présentation devant le Parlement européen du premier rapport d'activité du Comité européen du risque systémique (CERS), Mario Draghi, en sa qualité de président du Comité, a souligné la nécessité d'un système de résolution des crises bancaires et soutenu l'idée d'une union bancaire dans la zone euro.

#### 4 – Paradis fiscaux et financiers

Partant du constat que les activités des paradis fiscaux et financiers (en matière de blanchiment d'argent, de fraude fiscale ou de corruption) engendrent des perturbations grandissantes sur le fonctionnement du marché intérieur de l'Union européenne, le Comité économique et social européen a adopté lors de sa session plénière du 24 mai 2012 un avis exigeant des contrôles plus sévères et une meilleure coordination pour lutter contre ces agissements.

### Publication au Journal Officiel de la République

Le décret n° 2012-609 du 30 avril 2012 relatif à l'information de l'emprunteur lors de la conclusion d'opérations de regroupements de crédits, pris pour l'application de l'article 22 de la loi n° 2010-737 du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, a été publié au JO du 3 mai 2012.

### Publications

**1 – Autorité de contrôle prudentiel (ACP) :** Le rapport annuel d'activité 2011 de l'ACP est disponible en téléchargement sur :

<http://www.acp.banque-france.fr/publications/rapports-annuels/rapport-dactivite-2011.htm>

**2 – ACP-AMF :** Le rapport d'activité 2011 du Pôle Assurance Banque Epargne de l'ACP et l'Autorité des marchés financiers (AMF) est disponible en téléchargement sur :

<http://www.acp.banque-france.fr/publications/rapports-annuels/rapport-dactivite-2011-du-pole-assurance-banque-epargne.html>

**3 – Banque de France :** l'indicateur de suivi du financement des micro-entreprises au premier trimestre 2012 est disponible en téléchargement sur :

[http://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Economie\\_et\\_Statistiques/2012-03-stat-info-financement-des-tpe-france-trimestriel.pdf](http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/2012-03-stat-info-financement-des-tpe-france-trimestriel.pdf)

**4 – Colloque académique de l'AMF et de l'ACP : Les conséquences de la crise financière sur l'épargne des ménages et la commercialisation des produits financiers**

Les actes de colloque sont disponibles en téléchargement sur :

<http://www.acp.banque-france.fr/actualites/detail/article/colloque-academique-de-lamf-et-de-lacp-les-consequences-de-la-crise-financiere-sur-le.html>

### Publications IEDOM

**1 – Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les DOM et la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon, avril 2012**

**2 – Enquête typologique 2010 sur le surendettement dans les DOM**, dans la collection Les Notes de l'Institut d'émission

Ces deux documents sont disponibles et téléchargeables sur notre site internet ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)).

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Surendettement dans les DOM

L'IEDOM publie pour la seconde fois les résultats d'une enquête typologique relative au surendettement des particuliers dans les DOM. Cette enquête a été réalisée à partir des données extraites des dossiers de surendettement examinés et déclarés recevables par les commissions de surendettement de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 octobre 2010 - soit avant l'entrée en vigueur du nouveau dispositif issu de la loi « Lagarde ». Cette enquête porte sur 1 388 dossiers déposés par 1 697 personnes (débiteurs et codébiteurs).

## Tarifs bancaires dans les DOM

L'IEDOM est en charge de l'observatoire public des tarifs bancaires dans les DOM, conformément à la loi sur la régulation bancaire et financière (art. 81). La collecte et le traitement des données à rythme semestriel couvrent l'ensemble des établissements bancaires installés dans les six géographies dominiennes, à partir de leurs documents publics de tarification. L'observatoire d'avril 2012 reprend les données publiées par le Comité Consultatif du Secteur Financier pour la métropole sur les tarifs en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2011, selon la même méthodologie que celle appliquée par l'IEDOM. Par rapport au précédent observatoire d'octobre 2011, on note en Guyane une baisse des tarifs des principaux services bancaires.

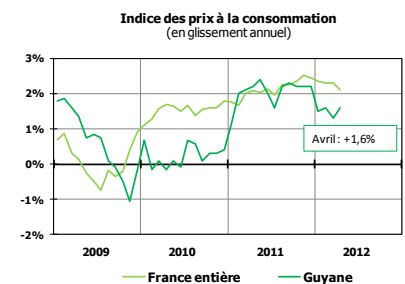


# BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

## Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation des ménages à fin avril 2012 est en légère hausse de 0,3 % sur le mois. Cette hausse est répartie entre les services (+0,3 %), l'énergie (+ 2,3 %), et les produits manufacturés (+ 0,2 %).

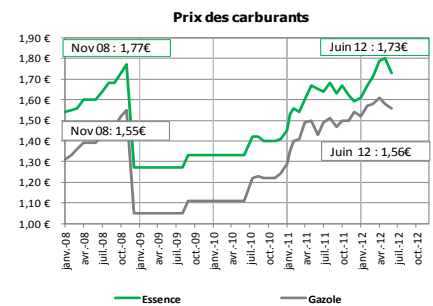
Sur un an, l'indice croît de 1,6 %, tiré essentiellement par la hausse des prix des services (+ 1,3 % sur un an), de l'alimentation (+ 2,5 %) et de l'énergie (+ 7,4 %). La Guyane affiche une progression des prix assez similaire à celle observée dans le reste des DFA (+ 1,9 % à la Guadeloupe, + 1,7 % à la Martinique) mais qui reste bien en deçà de celle observée pour la France entière (+ 2,3 %).



Source: INSEE ; variations sur un an des indices mensuels avec tabac.

## Carburants

L'arrêté préfectoral n°845 du 31 mai 2012 fixe, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2012, le prix de vente au détail des carburants à 1,73 € / litre pour l'essence (- 7 cts) et 1,56 € / litre pour le gazole (- 2 cts). Le prix de la bouteille de gaz de 12,5 kg passe de 25,07 € à 24,21 € (- 86 cts, soit - 3,6 % sur le mois). Selon les services de l'Etat, ces évolutions s'expliquent principalement par une diminution de la moyenne des cotations de l'essence (- 6,40 %), liée à la hausse de l'offre de pétrole brut par le redémarrage de l'exploitation en Lybie et au Soudan, couplé à une baisse de la demande en Europe et aux Etats-Unis.



Source: Préfecture

## Emploi

L'enquête annuelle de Pôle emploi sur les besoins en main d'œuvre (BMO) recense les intentions d'embauche par les entreprises pour l'année 2012. Sur 5 391 établissements de la région Guyane, 5 034 offres ont été référencées, ce qui correspond à une augmentation de 17 % par rapport à l'année précédente. La croissance du nombre d'intentions d'embauche dans le département est l'une des plus importantes, s'affichant nettement au dessus de la moyenne nationale (+ 4,3 %). Ces projets sont surtout concentrés dans les services (2 904 intentions, soit 58 % du total), et dans la construction (1 279, soit 25 % du total). Sur les trois bassins de recrutement, c'est Cayenne qui totalise le plus d'intentions avec 3 446 projets, soit 68 % de l'ensemble. Le bassin à plus forte croissance est celui de Saint-Laurent-du-Maroni, dont le nombre d'intentions d'embauches augmente de 28 % (contre respectivement 2 % et 5 % à Cayenne et Kourou).

Par ailleurs, si l'étude démontre que l'embauche n'est pas considérée comme plus difficile en Guyane qu'en métropole, les industries notent souvent le manque de main d'œuvre qualifiée pour remplir leurs postes à pourvoir. Pour palier ce manque, l'Association des Moyenne et Petites Industries (MPI) de Guyane a lancé le jeudi 31 mai, dans les locaux du Pôle Universitaire Guyanais, le DVD "Les Métiers de l'Industrie". Cet outil informatique gratuit rassemble toutes les informations pour les collégiens et lycéens guyanais qui cherchent leur voie professionnelle, et vise à informer et à diriger un grand nombre de jeunes vers ces formations.

## Secteur spatial

Dans la nuit du mardi 15 au mercredi 16 mai 2012, Arianespace a lancé avec succès deux satellites de télécommunications : JCSAT-13 pour l'opérateur japonais SKY Perfect JSAT Corporation et VINASAT-2 pour l'opérateur vietnamien Vietnam Posts and Telecommunications Group (VNPT), dans le cadre d'un contrat clés en main avec Lockheed Martin Commercial Space Systems (LMCSS). Il s'agissait des 300ème et 301ème satellites lancés par Arianespace depuis la Guyane et des 100ème et 101ème satellites commerciaux produits par LMCSS. Pour le 62ème lancement depuis les débuts d'Ariane 5, et son 2ème lancement cette année, deux nouveaux satellites de télécommunications ont été placés sur orbite. Ils couvriront des besoins en télévision directe pour l'archipel japonais et en services satellitaires pour l'Asie du Sud-Est (JCSAT-13), ainsi que des services de télécommunications sur tout le

Vietnam et les pays voisins (VINASAT-2). Ces deux satellites construits par LMCSA représentent près de 7,5 tonnes de matériel (4,5 tonnes pour JCSAT-13 et 3 tonnes environ pour VINASAT-2).

### **Audiovisuel**

Suite à la disparition d'Antenne Créole Guyane (ACG) début 2010, la Guyane ne comptait plus que la chaîne publique Guyane 1<sup>ère</sup> comme chaîne de télévision locale. Après l'appel à candidature lancé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) début 2011, le projet Antenne Télévision Guyane a été retenu lors de son assemblée plénière du 19 juillet 2011. Initialement prévu pour le 5 avril 2012, le lancement d'ATG sur la TNT a été reporté au 28 mai 2012.

### **Agroalimentaire**

L'arrêté préfectoral n°739 du 14 mai 2012 autorise l'exploitation par la société Dilo de l'eau du forage « MKT2 » à des fins d'embouteillage et de commercialisation. Le débit d'exploitation retenu est de 60 m<sup>3</sup>/jour. L'autorisation de commercialisation sera délivrée par l'Agence Régionale de Santé sous condition que la société fournisse des résultats conformes durant 15 jours consécutifs sur l'ensemble des points de surveillance, afin de garantir la sécurité de l'eau pour la consommation.

### **Pêche**

Lors d'un survol aérien du littoral réalisé courant mai, le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CRPMEM) de Guyane et le WWF-Guyane ont pu apercevoir 44 navires de pêche entre l'Île de Cayenne et l'estuaire de l'Oyapock. La grande majorité (42 sur les 44 observés) de ces navires étaient illégaux. Ces navires irréguliers constituent des freins supplémentaires pour le secteur et la stabilité des ressources halieutiques. Les derniers chiffres du commerce extérieur font état d'une forte chute des exportations de poisson sur le premier trimestre de l'année (111 tonnes, soit -55 % par rapport au premier trimestre 2011), expliquée entre autres par de plus fortes marées cette année, rendant l'activité de pêche et l'accès à la ressource plus difficiles.

### **Secteur aurifère**

Les résultats annuels 2011 d'Auplata affichent un chiffre d'affaires en nette augmentation (+ 82 %). Cette hausse est liée à l'augmentation du cours de l'or, doublée d'un accroissement de moitié de la production (377 kg en 2011). Cette situation persiste en 2012, la production continuant d'afficher une progression de 50 % au premier trimestre (110 kilos d'or brut, contre 73 en 2011). Dans le secteur, le groupe EURO Ressources a quant à lui publié un bénéfice net en hausse de 22,5 % pour le premier trimestre. Après une année 2011 qui a vu une première progression des exportations d'or en volume pour la Guyane depuis plusieurs années, le début d'année 2012 s'annonce donc encore bien orienté, avec notamment une augmentation des exportations de 48 % en volume, et de 70 % en valeur par rapport au premier trimestre 2011.

Plusieurs actions contre l'orpaillage clandestin ont été menées au mois de mai. En Guyane, Harpie a effectué une opération mobilisant 42 gendarmes sur deux sites de Dorlin (où avait eu lieu une fusillade en janvier). Sur ces deux sites, les gendarmes ont détruit trente carbeta, et saisi une grande quantité de matériel. Une cinquantaine d'orpailleurs clandestins étaient en activité sur le premier site au moment de l'opération. Au Brésil, dans le cadre de l'opération Agata 4, ce sont cinq sites d'orpaillage qui ont été détruits sur des affluents de l'Oyapock.

## **ACTUALITES REGIONALES**

---

### **Coopération numérique**

Un pont numérique entre la Guyane et le Brésil est prévu pour 2013. Ce projet de coopération transfrontalière, qui associe l'opérateur brésilien Oi à l'opérateur guyanais Guyacom, a reçu un financement du programme opérationnel Amazonie (75 % du montant des études évaluées à 74 000 euros). Le projet global se chiffre quant à lui à 6 millions d'euros. Ce pont permettra une meilleure qualité téléphonique entre Guyane et Amapá, ainsi qu'un accès internet aux habitants de la route de l'Est.

Dans le même temps, la Banque mondiale vient d'approuver une aide financière de 25 M\$ (majoritairement sous forme de prêts) pour réaliser la première phase d'un projet d'infrastructures de télécommunications voué à fournir un accès plus facile et moins onéreux pour 27 millions de personnes dans les caraïbes. Cette première phase du programme sera concentrée majoritairement sur Grenade (10 M\$), Sainte-Lucie (6 M\$) ainsi que Saint-Vincent et les Grenadines (6 M\$).

### **Intégration régionale**

Le rapport « Pour un renforcement de la coopération régionale des Outre-mer », présenté par son rapporteur, M. Rémy-Louis Budoc, pose l'intégration régionale comme une des solutions à la vie chère. Ce sont 23 préconisations qui émanent de ce rapport, axées autour de quatre thèmes : assurer la mise en œuvre des fondamentaux préalables à la coopération régionale des Outre-mer, mettre en place une gouvernance de la coopération régionale, cibler de façon prioritaire des projets répondant aux intérêts réciproques des Outre-mer et des pays et territoires partenaires en matière de coopération, ainsi que la définition d'une nouvelle politique européenne de voisinage basée sur le développement humain.

### **Environnement**

Alors que s'annonce la conférence internationale de Rio sur le développement durable, le Brésil vient de fermer la décharge de Gramacho, la plus grande d'Amérique latine. Après 32 années d'existence, ce sont près de 18 000 personnes qui se sont installées dans un bidonville aux alentours de cette décharge. Pour 1 700 d'entre elles, une indemnité de départ d'environ 5 600 euros a été offerte ainsi que des formations pour une reconversion dans la construction civile, un secteur en manque de main-d'œuvre dans la région.

# SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	avr-12	<b>125,2</b>	[0,3%]	[1,6%]	Insee	
		Prix administré du litre d'essence	juin-12	<b>1,73 €</b>	[-3,9%]	[4,8%]	Préfecture/Dieccte	
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	avr-12	<b>17 706</b>	-0,7%	5,0%	Dieccte
			Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	avr-12	<b>7 903</b>	0,9%	16,7%	Pôle Emploi
			Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	avr-12	<b>15 786</b>	[1,1%]	[2,4%]	Caf
			Prestations nettes versées (1)	avr-12	<b>7,9 M€</b>	[-3,9%]	[-0,2%]	
			Cumul			ns.		
	CONSOMMATION	↓	Recettes d'octroi de mer	mai-12	<b>10 M€</b>	-16,6%	3,7%	Douanes
				Cumul			5,3%	
			Importations de biens de consommation (BC) (3)	mars-12	<b>12,6 M€</b>	-17,8%	-13,5%	Douanes
				Cumul			2,6%	
			Ventes de véhicules neufs aux particuliers	mai-12	<b>299</b>	-0,4%	-2,2%	Somafi
			Cumul			-2,8%		
	INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	mars-12	<b>25,8 M€</b>	-17,9%	-48,1%	Douanes
				Cumul			-29,1%	
		Ventes de véhicules utilitaires	mai-12	<b>72</b>	-19,0%	-6,3%	Somafi	
		Cumul			-4,5%			
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations (3)	mars-12	<b>16,3 M€</b>	-8,0%	37,0%	Douanes	
			Cumul			23,0%		
		Importations (3)	mars-12	<b>105,7 M€</b>	-2,5%	-12,2%	Douanes	
		Cumul			-4,1%			
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à mai. 2012	<b>3 tirs (2 Ariane 5, 1 Vega)</b>		3 tir à mai. 2011	Arianespace	
		Satellites lancés	Cumul à mai. 2012	<b>5 satellites et 1 ATV</b>		4 satellites et 1 ATV à mai. 2011		
	BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	mai-12	<b>8 092 tonnes</b>	3,4%	20,7%	Ciments guyanais
				Cumul			11,4%	
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	mars-12	<b>175 kgs</b>	7,5%	147,9%	Douanes
				Cumul			47,8%	
			Exportations d'or en valeur (3)	mars-12	<b>5,6 M€</b>	-7,9%	133,8%	Douanes
				Cumul			56,4%	
			Cours de l'once d'or	mars-12	<b>1 674,41 \$</b>	[-3,9%]	[17,6%]	London Bullion Market Assoc./AFD
			Grumes sorties de forêt	déc-11	<b>7 444 m3</b>	125,6%	26,8%	ONF
			Cumul			-6,3%		
	AGRICULTURE A GROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes (3)	mars-12	<b>67,3 tonnes</b>	49,9%	-37,3%	Douanes
				Cumul			-34,7%	
			Exportations de poissons (3)	mars-12	<b>61,5 tonnes</b>	-14,9%	-60,1%	Douanes
				Cumul			-51,7%	
		Exportations de riz (2)(3)	mars-12	<b>0 tonne</b>	ns.	ns.	Douanes	
		Cumul			ns.			
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	févr-12	<b>31 154</b>	5,1%	13,1%	CCIRG	
			Cumul			3,1%		
		Nombre de nuitées	mars-12	<b>25 000</b>	-15,1%	-10,5%	Insee	
		Cumul			0,0%			

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

### Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt	1,75%	14/12/2011
	0,25%	14/12/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

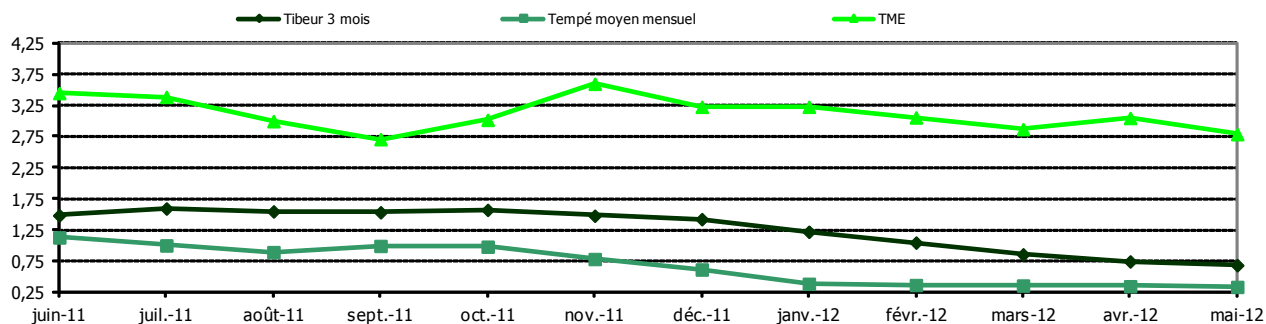
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)					TIBEUR (Mai 2012)			
Février	Mars	Avril	Mai		1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3662%	0,3587%	0,3475%	0,3370%		0,3940%	0,6860%	0,9720%	1,2680%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)					Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Février	Mars	Avril	Mai		Février	Mars	Avril	Mai
3,06%	2,87%	3,05%	2,79%		3,26%	3,07%	3,25%	2,99%

### Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	14,81%
Prêts à taux fixe	6,32%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,93%
Prêts à taux variable	5,88%		
<b>Autres prêts</b>		<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts-relais	6,48%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,99%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,56%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,35%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,37%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	15,27%	Découverts en compte (1)	13,67%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,15%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,49%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	13,27%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
		Découverts en compte (1)	13,67%

( 1 ) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

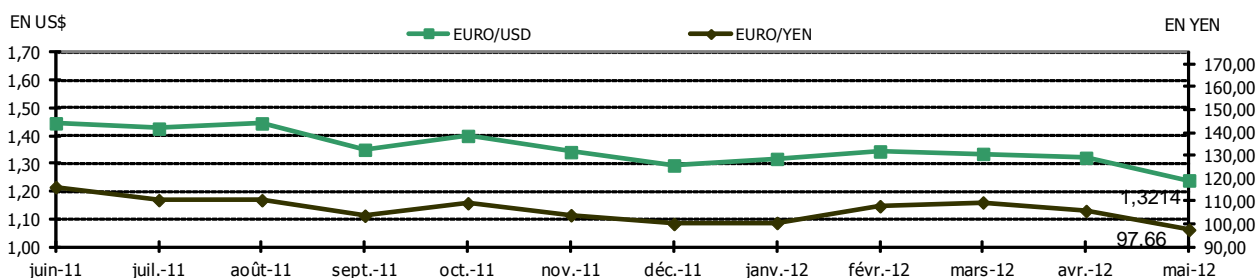
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2403	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,5726	EURO/SRD (Surinam)	4,09190
EURO/JPY (Japon)	97,6600	EURO/BWP (Botswana)	9,74090	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,21960
EURO/CAD (Canada)	1,2761	EURO/SCR (Seychelles)	17,7758	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,3710
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,79990	EURO/MUR (Maurice)	37,0378	EURO/BBD (La Barbade)	2,47990
EURO/SGD (Singapour)	1,5956	EURO/BRL (Brésil)	2,4935	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,93000
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,6307	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,32530	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2651,8538	EURO/XCD (Dominique)	3,3479	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : J.-P. DERANCOURT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 8 rue Christophe COLOMB BP 6016 97306 Cayenne CEDEX

Achevé d'imprimer le 7 juin 2012 - Dépôt légal : juin 2012 - ISSN 1240-3814